

Audrey Dedelot

L'action résistante de Henri Henneguella¹

La défaite de juin 1940, soudaine et totale, plonge la France dans une stupeur profonde. Dans le Nord-Pas-de-Calais, l'hostilité au vainqueur est immédiate. Le régime d'occupation particulier auquel la région est soumise, le danger d'annexion, l'exploitation économique brutale, l'extraordinaire densité des troupes d'occupation, rendent la défaite encore moins supportable en zone interdite qu'ailleurs. Dès 1940, la Résistance se développe : elle n'est pas une activité nouvelle dans une région qui a déjà subi les dures réalités de l'occupation vingt-cinq ans plus tôt. Les réseaux de renseignements ou d'évasion, les mouvements de résistance ont eu des antécédents durant le premier conflit et sont connus de la population. La présence des Allemands en zone Nord limite toutefois leur développement. Les mouvements « nationaux » qui s'implantent en zone interdite ne peuvent prendre l'ampleur qu'ils connaissent en zone sud. Des petites formations indépendantes, cloisonnées, et moins hiérarchisées, se multiplient donc, parmi lesquelles l'Organisation Civile et Militaire (l'O.C.M.), le Front National et son organisation militaire (Les Francs-Tireurs et Partisans Français), ou encore la Voix du Nord pour ne citer que les plus connues.

A partir de 1940, le mouvement Libération-Nord s'implante à son tour, mouvement marqué par l'emprise de militants socialistes et de cégétistes de la tendance majoritaire ralliés dans les Comités d'Action Socialiste. La création de ce mouvement fut le résultat des efforts entrepris pour faire revivre le P.S. et l'activité syndicale dans la région du Nord. Dans le Pas-de-Calais, c'est André Pantigny qui tente de mettre en place les premiers groupes de Libération-Nord du département. Les enseignants y sont fortement sollicités : Henri Henneguella, responsable de l'antenne littorale de Libération-Nord en est un parfait exemple.

Né en 1908, ce jeune instituteur, originaire de Fruges adhère dès 1929 au parti socialiste. Muté à Boulogne-sur-Mer, il prend en 1934 la direction de la section socialiste boulonnaise et multiplie les efforts pour implanter la S.F.I.O. dans cette ville « de droite ». Pacifiste par conviction en tant que socialiste, Henri Henneguella prend rapidement conscience du danger que représente pour la paix européenne le

¹. Communication de la journée d'études de novembre 1999 consacrée à la seconde guerre mondiale.

développement du fascisme et l'installation des dictatures. Défenseur acharné de la paix, Henneguella opte peu à peu lors de la guerre d'Espagne pour une politique de fermeté vis-à-vis des dictatures. Le développement risque de plus en plus proche de guerre renforcent logiquement cette attitude. Lorsque éclate la seconde guerre mondiale, sa haine du nazisme et ses antécédents politiques l'orientent naturellement vers la résistance. Après avoir participé aux campagnes de la Belgique et de la Somme, Henri Henneguella est affecté le 27 juillet 1940 dans le Tarn-et-Garonne à Montauban. Recherché par le gouvernement de Vichy en raison de ses activités politiques antérieures, Henri Henneguella ne peut songer à regagner le Pas-de-Calais. Il profite alors de son séjour forcé dans le Tarn-et-Garonne pour entrer en contact avec des résistants de la zone Sud. En août 1942, il apprend, par la lecture de quelques lettres que la résistance s'organise dans le Pas-de-Calais. Cette nouvelle décide le Boulonnais, qui ne parvient pas à s'habituer à la vie loin des siens à regagner la cité portuaire en dépit des risques encourus.

La défaite de 1940 a laissé sur le littoral un parti socialiste très désorganisé, à qui il manque un chef capable de lui redonner une unité. Henri Henneguella devient ce chef après son retour en zone occupée et se charge d'implanter Libé-Nord à Boulogne. Il rassemble autour de lui les premiers éléments de son groupe. Raymond Masselis, Albert Duhautoy, Roger Lejosne (rapatrié également depuis quelques mois) qui ont milité avec lui avant-guerre au sein du parti S.F.I.O. acceptent de le rejoindre. En septembre 1942, ils tiennent leur première réunion chez M. Bailleul à l'Office du Travail, rue Félix Adam. Henri Henneguella s'efforce alors de nouer différents contacts. Il se rend à Lens, où il rencontre ses anciens camarades du parti : Louis Albert et André Pantigny, Camille Delabre et Émilienne Moreau, établit différentes liaisons à Desvres, à Pont-de-Briques, à Valenciennes et à Marquise.

Les opérations réalisées par le mouvement

Dès son retour à Boulogne, le premier soin de Henri Henneguella a donc été de multiplier les démarches pour regrouper autour de lui des résistants. Cette action se révèle immédiatement périlleuse en raison du régime social d'occupation auquel la région est soumise. A l'intérieur de la zone occupée et plus encore de la zone rouge, les voyages ne peuvent se faire sans Ausweiss (laissez-passez), et sont très strictement contrôlés par l'occupant. L'obligation de multiplier les déplacements dans tout le Pas-de-Calais pour nouer des contacts met donc rapidement Henri Henneguella ainsi que ses proches en danger. Aussi, dès le 29 août 1942, il se fait établir de faux papiers d'identité au nom de M. Élie Ginibre, né le 26 juin 1906 à Montpezat de Quercy. Il espère que les policiers allemands, en cas d'arrestation n'auront pas la possibilité de vérifier sur les registres d'état civil de ce chef-lieu de canton du Tarn-et-Garonne qui compte un bon millier d'habitants.

Après être entré en contact avec les résistants socialistes ou sympathisants de la région, Henri Henneguella est chargé par André Pantigny d'implanter dans le Boulonnais une antenne de Libération-Nord. Le système qu'il organise est simple : il cherche à former une "main" dans chaque quartier, c'est-à-dire qu'il entend y recruter cinq hommes qui se connaissent peut-être, mais qui ignorent mutuellement leur

appartenance à un même mouvement de résistance, dans le but apparent d'éviter au maximum les risques de délation, et donc d'arrestation.

Ainsi constitué, le groupe, qui ne comporte au départ que peu de membres, se lance en premier lieu dans la propagande, avec diffusion de tracts et de journaux clandestins. Il s'agit là d'actions certes périlleuses, mais qui ne nécessitent pas encore un personnel nombreux et aguerris, ou un matériel sophistiqué. Pour éviter tous risques, les paquets reçus de Paris sont livrés par la poste à des adresses de maisons inhabitées. L'adhésion à Libération-Nord de Auguste Lengagne, contrôleur des P.T.T., favorise la diffusion de la propagande. Une lettre, datée du 9 avril 1946, envoyée par Louis Albert au préfet du Pas-de-Calais mentionne les périodiques clandestins distribués par différents groupes de Libération-Nord. *La Voix du Nord*, *Le Populaire*, *Libération*, *La IV^e République*, *Résistance Ouvrière*, *l'Organe Syndical* de Louis Saillant sont ainsi diffusés avec plus ou moins de régularité. A ces journaux s'ajoutent un grand nombre de brochures dont le *Procès de Riom*, *De la Trahison à la Capitalisation*, ainsi que des tracts de propagande anglais et de nombreuses photos du général de Gaulle.

L'antenne littorale de Libération-Nord recrute petit à petit de nouveaux membres. Parmi eux, on compte de nombreux militants socialistes, qui ayant adhéré au début du conflit aux premiers mouvements créés, rejoignent naturellement les rangs de Libé et se rassemblent autour d'Henri Henneguelle. Albert Duhautoy père fait partie de ces nouveaux venus. Membre de l'O.C.M., connu sous le pseudonyme "Albert Deux", il a rapidement créé une cellule de résistance à la S.N.C.F. où il est employé. Son arrivée au sein de Libération-Nord permet à Henneguelle de créer une branche spécialisée dans le sabotage des voies ferrées. Cette cellule de résistance, dont Henri Henneguelle confie la direction à Duhautoy est composée essentiellement de cheminots. Elle rassemble notamment MM. F. Manchuelle, E. Dezoteux, R.Gavois, R.Cuvilliers, L. Carpentier et A. Lengagne. L'adhésion de M. Vassart, sous-chef de gare adjoint, et seul français à avoir l'autorisation d'accéder au bassin Loubet, va se révéler très précieuse pour l'activité de ce secteur de Libé.

A mesure qu'il s'étoffe, le groupe diversifie en effet ses activités. En raison de la position stratégique qu'occupe l'Angleterre, la résistance nordique oriente naturellement ses intérêts vers l'espionnage, la recherche et la transmission de renseignements. Durant les quatre années d'occupation, tout ce qui peut présenter un quelconque intérêt militaire est systématiquement relevé puis signalé à Londres par tous les mouvements de résistance. Dans ce domaine, le groupe Boulogne-Desvres de Libé-Nord travaille en liaison avec le groupe lillois de Van Wolput. Les rencontres se font à Lille et le port ostensible de l'Atelier, le journal des syndicats favorables à Vichy, permet aux résistants de s'identifier. Des contacts pris avec des résistants de la région, à Montreuil-sur-mer, Berck-sur-mer, Hesdin, Campagne-lez-Hesdin, Auxi-le-Château, Marquise, Calais et Hénin-Liétard étendent encore le champ d'action du groupe boulonnais. Tous les renseignements recueillis sont alors transmis à Londres par le réseau "Brutus" qui est le mieux équipé en postes émetteurs. Henri Henneguelle est, en outre, le premier à fournir à Londres le plan des installations de rampes de V1 (avec but inconnu) dans le secteur littoral du Pas-de-Calais. En novembre 1943, il signale directement à Londres des travaux mystérieux à Ruisseauville, puis à Drionville, Lottinghen et Enguinegatte.

Libération-Nord se lance également dans la réception des parachutages. Le 24 avril 1943, un bureau des opérations Aériennes (le B.O.A.) est créé. Il est divisé en quatre blocs opérationnels ; Jean-Pierre Deshayes prend la responsabilité du secteur

nord, qui correspond à la région A. Il désigne Louis Paysan comme chef départemental du B.O.A. pour le Pas-de-Calais. Ce dernier est chargé de reconnaître les terrains favorables à ce type d'opération et désigne les commandants des équipes de réception, fournies par les mouvements ou formées par les responsables eux-mêmes. Henri Henneguella est ainsi nommé responsable de l'équipe de réception créée par Libération-Nord dès le mois de septembre. Il est chargé de transmettre les emplacements des terrains de parachutage reconnus, d'indiquer les terrains minés et inaccessibles du littoral et de faire effectuer les réceptions. Toutefois, l'organisation de parachutages se révèle rapidement une entreprise difficile dans une région où la densité des troupes d'occupation, une D.C.A. et une chasse actives, et des terrains peu propices, constituent autant d'obstacles. Si de juillet à septembre 1943, 9 tentatives sur 12 réussissent, d'octobre à février 1944, le B.O.A. ne connaît que des échecs. Aucune opération n'est plus tentée alors dans le Pas-de-Calais. Par ailleurs, la plupart des responsables chargés de la réception des parachutages sont recrutés dans les rangs de l'O.C.M.. Cette activité reste donc épisodique pour Libération-Nord.

La création du comité de coordination de la Résistance

Pour que la transmission des renseignements s'effectue dans les meilleures conditions possibles, les mouvements existants dans la région doivent taire leur "rivalité" et joindre leurs efforts. Ce qui compte, c'est avant tout de renseigner les Alliés. G. Bataille affirme qu'il existe dans le Boulonnais une solidarité certaine entre les différents groupes de résistants, nécessaire à leur survie. Par exemple, le capitaine Gaston Demailly, ami d'Henri Henneguella, mais qui appartient à un autre groupe (l'O.C.M.), lui confie sans hésiter les plans de la base-abri pour sous-marins et vedettes rapides, qu'il a réussi à reconstituer lui-même. Il transmet également des documents précieux et des renseignements que les deux U.C.R. de Boulogne et de la Capelle lui ont fournis.

Cette solidarité entre les mouvements va permettre l'établissement au début de l'année 1943 d'un comité de coordination des résistants Boulonnais. Une première réunion dans l'appartement de Roger Lejosne, avenue de Paris, regroupe des membres de trois des grands mouvements de la région boulonnaise. Henri Henneguella et Roger Lejosne représentent Libération-Nord, G. Demailly et Pantangié viennent de l'O.C.M. et Roger Thierry et Émile Popelier également présents appartiennent au Front National. Ces six dirigeants prennent alors la décision d'unir leurs efforts et créent un comité de coordination, chargé de diriger l'action menée dans la cité portuaire. Le docteur Vanheeckoët rejoint bientôt le comité où il représente le mouvement Patrie. Grâce à ce comité, les actions communes peuvent être multipliées. Ainsi, en septembre 1943, un plan détaillé du port de Boulogne est déposé par le docteur Vanheeckoët chez Émile Popelier, puis caché dans le jardin de Roger Thierry, avant d'être transmis à Henri Henneguella, qui se charge finalement de l'acheminer vers Paris.

Trois réunions vont suivre cette première entrevue et auraient eu lieu en janvier, en août et en octobre 1943 à l'hôtel de la gare à Pont de Briques. Elles vont permettre à la création d'un comité d'entente plus large, qui prend en charge les activités menées dans toute la région boulonnaise. C'est Henri Henneguella qui prend la responsabilité de ce comité régional de coordination, où il représente l'ensemble du secteur maritime.

Dans le cadre de ce comité, il est amené à travailler en collaboration avec les chefs de secteurs d'Armentière, de Lille, de Douai, et de Valenciennes. Cette collaboration va se révéler précieuse pour les résistants de la zone interdite, dans la mesure où elle va aider à égarer les recherches de la police allemande, en permettant aux uns d'opérer sur le secteur d'activité des autres. Ce comité de coordination se préoccupe également de l'avenir de la ville à la Libération, puisque ses membres décident dès le mois d'octobre 1943, de la constitution du futur "comité de Libération", auquel devront participer Henri Henneguelle et Lejosne pour Libération-Nord.

Les difficultés de la Résistance en " zone rouge "

Alors que la Résistance dans le Pas-de-Calais, mieux structurée, davantage équipée, confortée dans sa volonté de se battre, connaît d'une manière générale un nouvel élan courant 1943, cette période marque un tournant difficile pour la Résistance littorale. Depuis le 5 septembre, la police allemande se montre particulièrement active. L'O.C.M. est démantelée durant le deuxième semestre de 1943. Au mois d'octobre, quatre policiers, non originaires de la région, dénoncent les résistants du Front National. Roger Thierry est fusillé, Émile Popelier est déporté, et le mouvement complètement décimé. A la nouvelle de l'arrestation de ses camarades du Front National, Henri Henneguelle se précipite à Desvres prévenir ses amis de Libération, et échappe de peu aux policiers allemands à son retour à la gare.

Libération-Nord n'échappe pas à cette vague d'arrestations. De nombreux militants sont arrêtés. Le 1^{er} octobre 1943, Henneguelle qui est devenu depuis le mois d'août chef régional de Libération-Nord sous le pseudonyme de "colonel Dupont" doit assister à Lille à une réunion importante pour y représenter la résistance boulonnaise. Or le colonel Dupont est désormais connu de la Gestapo, et activement recherché par les autorités allemandes. Volontaire à la place de son chef, pour cette mission que tous savent dangereuse, Roger Lejosne est arrêté et emprisonné à la prison de Loos, avant être déporté au camp de Dora où il succombera aux mauvais traitements infligés. Avant de quitter la prison, il parvient, par un codétenu, à faire savoir à Libération-Nord que les plans de minages du port de Boulogne sont cachés dans son jardin. Henneguelle se rend au domicile de Lejosne, y fait disparaître du matériel de propagande et des documents compromettants et récupère les plans qu'il fait parvenir à Londres.

Henri Henneguelle se réfugie alors à Fruges, avec sa femme et sa fille, mais rejoint Boulogne dès le 12 octobre, afin de reconstituer les groupes de Libération-Nord. Ses amis l'avertissent alors qu'il vient d'être condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de l'Oberfeldkommandantur de Bruxelles. Henri Henneguelle se voit alors contraint de se cacher à la morgue de l'hôpital Saint-Louis, dont son ami Raymond Masselis est directeur. La cachette est bonne, car personne ne songerait à venir y chercher le résistant, mais elle représente l'inconvénient d'être à cette époque un lieu de passage "animé", où les visites se multiplient. L'O.C.M. et Libération-Nord conjuguent alors leurs efforts pour faire sortir Henneguelle de la zone côtière. Ce dernier, que ses amis ont maquillé avec de la farine pour lui donner une apparence cadavérique, est emmené par une ambulance de la Croix rouge jusqu'à la gare d'Hesdigneul, dont le chef est un de ses camarades de classe. Albert Duhautoy fils lui remet alors son billet, et Henneguelle s'embarque pour Paris sans ausweiss.

Arrivé à Paris, Henneguella parvient, après trois jours de recherches à se mettre à la disposition de Henri Ribière, avec lequel il était rentré en rapport peu de temps auparavant. Il devient alors M. Hochart, un honorable courtier, domicilié au Cours-la-Reine, et qui tient ses rendez-vous de guerre dans deux cafés voisins de la gare du Nord : "Le Nordiste", place Lafayette, et "Chez Thirion", faubourg Saint-Denis. Chargé du commandement militaire de Libération-Nord pour la région A, il exerce son autorité sur les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et de la Seine inférieure. Chargé de réorganiser le mouvement privé de tous ses chefs dans le Nord-Pas-de-Calais, Henneguella dirige toute l'action de Libé-Nord depuis la capitale. Cette action est rendue possible grâce à Albert Duhautoy père qui devient l'agent de liaison d'Henneguella et effectue avec lui une liaison indirecte presque hebdomadaire, via Lille. Grâce à leurs efforts, le mouvement se reconstitue avec de nouveaux éléments.

Henri Henneguella continue ses interventions dans des conditions de plus en plus difficiles. Il rencontre régulièrement les chefs avec qui il est en contact, afin d'entretenir leur moral affaibli par la longue attente du débarquement, par l'occupation très dense de la région et par le manque ou l'insuffisance d'armes pour le nombre d'hommes recrutés et organisés. Ces visites le conduisent régulièrement dans les secteurs de Lille, Hazebrouck, Valenciennes, Cambrai et Avesnes, Arras et Béthune. En revanche, il ne regagne jamais Boulogne, par crainte d'être reconnu, s'aventurant seulement une fois à Desvres. Le 30 avril 1944, il manque de peu de se faire arrêter par la Gestapo. Alors qu'il doit rejoindre M. Vantacassin (à qui il doit remettre sa nomination de chef du département du Nord) et un général d'aviation, Henneguella est arrêté devant la gare du Nord par les Allemands, et emmené pour être interrogé. La Gestapo découvre sur lui une liste établie par la Résistance et comportant des noms d'avocats ou de magistrats, susceptibles d'aider à la reconstruction de la région après la Libération. Henneguella désigne alors ces noms comme ceux de clients. La Gestapo convaincue par ses explications, et convaincue d'avoir arrêté un civil relâche alors le chef de Libération-Nord.

Henri Henneguella exerce donc des responsabilités importantes au sein de Libération-Nord durant tout le conflit. Ces responsabilités l'amènent évidemment à jouer un rôle non négligeable lors de la libération du territoire. Chef régional de Libération-Nord, Henri Henneguella continue naturellement le combat au sein des Forces Françaises de l'Intérieur qu'il rejoint dès le 1^{er} janvier 1943. Connu sous le nom du colonel Dupont, il intègre l'état-major régional, et devient l'adjoint du colonel Lejeune, alias Bastien, chef régional des F.F.I.. Lors du débarquement de juin, il quitte la capitale, et après un périple à bicyclette, il rejoint Montdidier, où il installe son P.C. de manière à pouvoir rayonner sur sa région. Il reprend alors contact avec ses chefs départementaux et régionaux, plus particulièrement avec Lejeune-Bastien, se charge d'établir les cartes de bombardements pour sa région. Après avoir participé à la Libération de Montdidier, il suit les armées alliées jusqu'à Lille, puis jusqu'à Boulogne, et participe à la Libération des deux cités. Henneguella sert dans les F.F.I. jusqu'au 6 septembre 1944, date à laquelle il rejoint ses foyers.

Son action au sein de Libération-Nord et avec les Forces Françaises de l'Intérieur l'amène alors naturellement à participer au Comité Départemental et au Comité Local de Libération ; il devient parallèlement membre du conseil municipal provisoire instauré dans l'attente de futures élections. Ce nouveau conseil municipal est composé de personnalités connues pour leur engagement dans la Résistance Boulonnaise. La corrélation entre la carte politique du Boulonnais à la Libération et

celle de la Résistance est indéniable. Mais force est de constater que ces résistants ont déjà tous à leur actif une carrière ou un début de carrière avant le déclenchement du conflit. Les hommes qui arrivent au pouvoir en 1945 appartiennent à la génération politique d'avant guerre, et s'ils ont pris leurs responsabilités dans la Résistance, ils n'en sont pas directement issus.

Henri Henneguelle a donc fortement marqué de son empreinte la Résistance boulonnaise. Son engagement et son action lui valent de recevoir de nombreuses distinctions après la guerre : il reçoit successivement la Croix de Combattant Volontaire, la Médaille de la Résistance (6 avril 1944), la Médaille de la Résistance avec Rosette (31 mars 1947), est fait Chevalier de la Légion d'Honneur (décret du 14 janvier 1948) puis Officier de l'Ordre National du Mérite (14 novembre 1980) et officier de la Légion d'Honneur (juillet 1983). Proposé par le Gouvernement provisoire comme sous-préfet de la région de Dieppe, il refuse cette nomination, préférant rester à Boulogne, pour y tenter sa chance aux prochaines élections.